

28 janvier 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, dans "La Voix du Nord" le 28 janvier 1988.

QUESTION.- Monsieur le Président, cet ultime déplacement officiel dans le Nord-Pas-de-Calais, avant la fin du présent septennat, n'est pas fortuit. Quel message souhaitez-vous adresser à une région particulièrement touchée par les restructurations et par la crise ?

- LE PRESIDENT.- Ma visite fut, à l'origine, motivée par ce grand chantier qu'est le tunnel sous la Manche. Mais comment venir ici sans élargir le point de vue. Cette région a beaucoup donné à la France. Si elle a souffert, souffre encore, de la nécessaire adaptation de notre société aux nouvelles façons de produire, elle a su faire face, commencer à reprendre le dessus. J'ai confiance dans ce qui naît, se développe, avec le concours de tous, confiance en cette région qui sort d'une époque dépassée et entre résolument dans le siècle qui vient.

- QUESTION.- Votre visite à Sangatte, sur le site du futur tunnel sous la Manche, revêt une signification, constitue un symbole...

- LE PRESIDENT.- Le tunnel sous la Manche, voilà un symbole en effet de cette marche en avant. C'est une oeuvre à l'échelle de l'histoire. Pendant deux siècles, l'imagination des ingénieurs a buté sur les réticences politiques. Celles-ci étant surmontées, le Traité de Canterbury signé entre la Grande-Bretagne et la France, voici que les technologies nous aident à presser davantage encore le pas.

- Ce chantier est l'un des tout premiers dans le monde. C'est un orgueil, pour les Européens que nous sommes, de voir ainsi confirmées nos capacités de création. Nos meilleures entreprises, les meilleurs de nos ingénieurs et de nos ouvriers vont s'y consacrer. Dans l'immédiat, ce sont des emplois, bien sûr, et une activité nouvelle : un tel investissement financier, matériel et humain, a toujours une capacité d'entraînement dont les hommes de cette région sauront profiter.

- QUESTION.- Quels espoirs, à long terme, les habitants de la région peuvent-ils fonder autour de cette gigantesque -entreprise ?

- LE PRESIDENT.- A plus long terme, de quoi s'agit-il sinon de permettre au Nord-Pas-de-Calais de redevenir demain ce qu'il fut hier : le grand carrefour des échanges de l'Europe du Nord. L'apanage de l'Artois et des Flandres dans la France d'alors, la région Nord-Pas-de-Calais maintenant, dans une France décentralisée et résolument engagée dans la construction d'un grand marché européen de 320 millions d'habitants. C'est dans cet espace qu'il convient de s'inscrire, désormais, pour que chacun, et votre région en particulier, profite du mouvement général des activités. En assurant la continuité territoriale entre la Grande-Bretagne et la France, le tunnel sous la Manche est la promesse d'un nouvel essor. Epousez cet espace qui s'ouvre devant vous. Il est à la mesure de vos capacités.

- QUESTION.- Le tracé retenu pour le TGV Nord vous satisfait-il ? La traversée de Lille vous paraît-elle indispensable à tout -prix ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas à me prononcer sur le tracé retenu pour le TGV. C'est en tout cas pour la France et pour la région qui l'accueille, un investissement massif, nourri aux plus hautes technologies.

- Je me réjouis aussi du choix qui a été fait en ce qui concerne Lille, la capitale de cette région, désormais si proche de Paris, replacée au coeur des grands courants d'échanges européens vers Cologne, Londres, Bruxelles. Cette relation avec les grandes métropoles voisines retrouve la trace d'une grande histoire, efface les frontières pour mettre la région, non plus à l'extrémité d'un pays, le nôtre, mais au centre de l'Europe, d'une Europe en mouvement. Encore une carte à

jouer, une chance immense à saisir.\

QUESTION.- Le sort de notre région, placée au coeur de l'Europe du Nord, est étroitement lié à la situation économique de la CEE et au maintien de sa cohésion. Dans quel -état d'esprit abordez-vous le prochain "sommet" de Bruxelles du mois de février ?

-LE PRESIDENT.- Le grand marché intérieur, je l'ai voulu, je l'ai négocié, et ce ne fut pas toujours facile. Plusieurs échecs ont précédé l'accord, on a douté souvent, avant de reprendre la marche en avant et de fixer l'objectif. Alors, oui, 1992 c'est demain et le travail ne manque pas : bâtir un marché unique où circuleront librement les hommes, les idées, les marchandises et où seront un jour harmonisés les statuts juridiques, commerciaux, fiscaux etc... Ce n'est pas simple, il y faut une volonté sans faille, dépasser des intérêts, souvent légitimes, mais au total le plus souvent mineurs au regard de l'enjeu : permettre à chaque pays d'Europe de prendre part à la seule construction susceptible de permettre à nos peuples de dire leur mot, d'être entendu sur la scène du monde, face aux empires d'aujourd'hui et à ceux qui s'édifieront demain.

- Voilà mon -état d'esprit avant ce sommet de Bruxelles. Il y a d'importantes questions à régler : fixation du plafond de ressources, détermination de recettes nouvelles, refonte de certains aspects de la politique agricole, recherche d'une plus grande cohésion économique par une solidarité accrue avec les pays les plus défavorisés de notre Europe. Rien qui ne soit insurmontable dès lors que le sommet est bien préparé par les experts et les ministres et que les chefs d'Etat et de gouvernement ont à trancher ce qui est de leur ressort : les problèmes majeurs, les grandes orientations. Ne perdons pas de temps, donnons un signal clair.

- QUESTION.- Un échec à ce "sommet" est-il concevable ? Quelles pourraient en être les conséquences pour notre pays comme pour l'Europe ?

- LE PRESIDENT.- Je n'exclus aucune hypothèse, y compris celle d'un échec. Mais il faut tout faire pour réussir ce qui est compatible avec le Traité de Rome. Chacun sait que la Communauté parce qu'elle est multiple, a souvent progressé dans une atmosphère de crise, de contentieux qui s'alourdissent, de blocages qui s'accumulent et, soudain, sont résolus par la volonté politique, l'ambition commune. J'ai connu cela avant le sommet de Fontainebleau, sous présidence française, en 1984 : l'accord s'est dégagé après tant d'échecs antérieurs. Mais nous n'en sommes pas là et j'ai confiance, notamment dans la détermination de la Présidence, de la République fédérale d'Allemagne, puisque c'est le moment pour elle d'assumer cette responsabilité.

- Nous venons de fêter le 25ème anniversaire du Traité de l'Elysée et nous l'avons marqué par de nouvelles avancées dans la coopération. Ce dynamisme montre la voie à suivre pour saisir l'espérance du temps qui vient.\